

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**CONCEPTION, REALISATION, AMENAGEMENT DE
L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE INSERRE A TOUL (54)**

**MISSION DE COORDINATION SECURITE
ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)**

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

**Pouvoir
Adjudicateur**

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ)
67, avenue de fontainebleau – 94270 LE KREMLIN-BICETRE

**Objet
du marché**

Mission de Coordonnateur Sécurité et Prévention de la Santé pour la
construction de l'établissement pénitentiaire InSERRE à Toul (54)

Date de notification du marché :

Montant :

Tranche ferme :

Tranche optionnelle :

Nantissement :

Programme : 2008-01
Opération : 2018- 0000134
EJ N°:

**Passation de
marché**

Le marché de prestations intellectuelles est conclu selon la procédure adaptée en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4, R. 2123-5 et R. 2123-6 du Code de la commande publique.

Mois m0

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois **de Février 2025**
Ce mois est appelé mois zéro : « mois m₀ ».

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur le Directeur Général de l'APIJ, 67, avenue de fontainebleau, 94270 LE KREMLIN-BICETRE

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R. 2191-61 du Code de la commande publique :

Monsieur le secrétaire général de l'Agence Publique pour l'immobilier de la Justice, 67, avenue de fontainebleau 94270 LE KREMLIN-BICETRE

Ordonnateur :

Monsieur le Directeur Général de l'APIJ, 67, avenue de fontainebleau, 94270 LE KREMLIN-BICETRE

Comptable assignataire des paiements :

Monsieur l'Agent Comptable de l'APIJ, 67, avenue de fontainebleau, 94270 LE KREMLIN-BICETRE

ARTICLE 1 : CONTRACTANT(S)

Je soussigné (nous soussignons),

Titulaire unique ou mandataire du groupement solidaire (rayer les mentions inutiles) :

M.

Agissant au nom et pour le compte de la société :

ayant son siège social à :

raison sociale :

numéro SIRET :

numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés :

code APE :

adresse de l'établissement qui exécute les missions :

.....

2ème co-traitant :

M.

Agissant au nom et pour le compte de la société :

ayant son siège social à :

raison sociale :

.....

numéro SIRET :

numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés :

code APE :

adresse de l'établissement :

dûment mandaté(s) à cet effet,

Après avoir pris connaissance du présent acte d'engagement (AE), de ses annexes et des documents qui y sont mentionnés,

Après avoir produit les certificats, attestations ou déclarations prévus par le Code de la commande publique,

Atteste (attestons) sur l'honneur, que toutes les prestations du marché seront réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-1 et R. 3243-3 du code du travail,

M'engage (nous engageons) sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le présent marché, à exécuter les prestations du marché aux conditions particulières ci-après, qui constituent l'offre.

L'offre ainsi présentée ne me/nous lie toutefois que si l'attribution a été réalisée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 2 : RESPONSABILITE TECHNIQUE DU COORDONNATEUR SPS

Le titulaire désigne les personnes suivantes pour l'exécution de la mission, personnes ayant été dûment agréées pour la réalisation de missions de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé pour assurer une coordination de niveau 1 permettant la conduite de la mission dont les caractéristiques sont définies au CCP au sens de l'article R4532-25 du code du travail.

Nom et adresse du coordonnateur SPS :

.....
.....
.....
.....

Nom et adresse du suppléant au coordonnateur SPS :

.....
.....
.....
.....

Le changement de coordonnateur SPS qualifié et/ou du ou des délégataires devra être proposé immédiatement au pouvoir adjudicateur qui pourra accepter ou refuser le remplaçant pressenti, conformément aux dispositions de l'article 6.2 du CCP.

Ces personnes sont détentrices des attestations de compétences.

ARTICLE 3 : OBJET

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de bâtiment de 1ère catégorie au sens de l'article R. 4532-31 du Code du Travail, dans le cadre de l'opération de conception-réalisation et aménagement de l'établissement pénitentiaire InSERRÉ à Toul (54) de 100 places.

ARTICLE 4 : PRIX

1) Conditions générales du prix

L'offre est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 fixé à la page 2 du présent acte d'engagement.

Les modalités de variation des prix sont fixées par l'article 8.3 du Cahier des Clauses Particulières.

2) Prix

Les prestations seront rémunérées par application d'un **prix global et forfaitaire** égal à :

TRANCHE FERME : Mission de CSPS relative à la conception, réalisation et aménagement de l'établissement pénitentiaire.

MISSION DE CSPS	Montant € HT	TVA (20%)	Montant total € TTC

Montant en toutes lettres toutes taxes comprises :

TRANCHE OPTIONNELLE : Mission de CSPS relative à la réalisation et installation d'ombrières sur les parkings visiteurs du projet et à l'intégration de panneaux photovoltaïques

MISSION DE CSPS TO	Montant € HT	TVA (20%)	Montant total € TTC

Montant en toutes lettres toutes taxes comprises :

MONTANT TOTAL TRANCHE FERME ET TRANCHE OPTIONNELLE INCLUSES

MISSION CSPS TF+TO	Montant € HT	TVA (20%)	Montant total € TTC

Soit montant en toutes lettres toutes taxes comprises :

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations. Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché y compris les frais de déplacements, les frais d'hébergement, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à sa notification et s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement telle qu'elle est définie aux l'article 44.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics des travaux (version 2021), ou après prolongation de ce délai, si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Cette disposition s'applique tant à la tranche ferme qu'à la tranche optionnelle.

Dans cette hypothèse, le coordonnateur SPS sera avisé et ses obligations contractuelles seront maintenues pendant la durée de cette prolongation.

Le présent marché est conclu pour une durée prévisionnelle minimum de **cinquante-quatre (54) mois**, dont **seize (16) mois** de GPA, à compter de sa notification.

A titre indicatif, les délais prévisionnels de l'opération, hors période de parfait achèvement, sont les suivants :

- Etudes : 10 mois estimés
- Travaux et OPR : 23 mois estimés

Le pouvoir adjudicateur impose une durée de 3 mois ferme pour l'exécution des Opérations Préalables à la Réception des travaux (OPR) et une durée de 16 mois ferme pour le suivi de la période de garantie de parfait achèvement de l'ouvrage. S'agissant de la garantie de parfait achèvement, dont est débitrice l'entreprise titulaire du marché de travaux, il est rappelé que cette période, d'une durée initiale de 16 mois, peut être prolongée par décision du pouvoir adjudicateur. En outre, il convient de noter que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'ordonner le démarrage des travaux dans un délai de 12 mois à compter de la validation des études PRO.

Les délais d'exécution des phases techniques et les délais de remise des documents sont précisés dans le CCP.

ARTICLE 6 : NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE

Le montant maximal de la créance que je pourrais céder ou présenter en nantissement, est ainsi, hors TVA, de (en toutes lettres) :

.....
.....

ARTICLE 7 : PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées au Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Paiement à un compte unique

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ci-après :

Si paiement sur compte unique :

☐ **COLLER LE RIB**

Paielement sur des comptes distincts :

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes suivants :

☐ **COLLER LE RIB**

☐ **COLLER LE RIB**

Modification des coordonnées bancaires

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement par courrier à l'attention de l'agence comptable de l'APIJ et fournir le RIB correspondant.

ARTICLE 8 : AVANCE

Une avance de 5% (10% pour les PME) du montant du marché, toutes taxes comprises, est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Dans la mesure où ces conditions sont réunies, le titulaire doit indiquer s'il refuse ou non de percevoir l'avance :

- ☐ Le titulaire refuse de percevoir l'avance

- ☐ Le titulaire ne refuse pas de percevoir l'avance

Fait en un seul original _____ à _____ , le _____
Mention manuscrite " Lu et Approuvé "
Signature du titulaire ou, en cas de groupement, des cotraitants

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

Le représentant du pouvoir adjudicateur

Au Kremlin-Bicêtre, le _____

Date d'effet du marché

Reçue notification du marché, le _____

Le titulaire ou Le mandataire du groupement

ou _____

Avis de réception postal de la notification du marché en date du _____
(Date de signature de l'avis par le destinataire)

[ANNEXE 1 : ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE](#)